

Extrait de l'entretien accordé par le Président de la République à France Info le 27/07/2021 à l'occasion de sa visite en Polynésie.

E. Macron :

C'est presque déjà trop tard quand on parle de risques, parce que, ... nous étions tout à l'heure à Manihi..., les Tuamotu et les Gambier ont subi en 1983 un cyclone absolument terrible avec des ravages extrêmes ; et donc la menace et là, parce qu'on parle justement d'atolls qui sont très vulnérables, qui sont au niveau de l'eau et dès qu'il y a un dérèglement ils peuvent du jour au lendemain subir évidemment le pire pour les vies humaines, pour les constructions, pour la vie économique et sociale ; et donc ce qu'il faut construire pour ces atolls, c'est ce qu'on appelle la résilience, c'est-à-dire précisément des abris ; alors le cyclone, c'était 1983, il y en a pas eu un d'une telle ampleur, mais cela peut revenir, on le sait bien, et d'ailleurs les habitants vivent dans la crainte ; ce qu'on sait c'est que nous rentrons dans un monde où ce type d'événement climatique va se multiplier, à cause du dérèglement climatique, à cause du fameux réchauffement et dérèglement entraînés par, en quelque sorte, l'accélération de nos émissions de CO2 ces dernières décennies ; et donc, face à ça, ce qu'on a annoncé cet après-midi au Tuamotu et les Gambier, c'est la mise en œuvre de l'engagement que la France avait pris au One Planet Summit de 2017 ; vous vous souvenez : j'ai tenu à Paris le 12 décembre 2017 un sommet réunissant le monde entier pour prendre des engagements, pour réduire les émissions et déjà nous adapter, répondre aux conséquences de ce dérèglement, et donc très concrètement ce sont 50 million d'euros qu'on investit pour construire 17 abris ; ces 17 abris, très concrètement, on l'a vu tout à l'heure pour Manihi, c'est un abri qui va permettre, eh bien, de mettre à l'abri, le jour où il y a un cyclone le jour où il y a peut-être un risque de tsunami, un dérèglement, de mettre à l'abri les 600 habitants à près de 4 mètres de haut là où tout le sol est à même la mer.

Journaliste :

C'est presque déjà trop tard, parce qu'effectivement le dérèglement on le voit aujourd'hui : c'est le dôme de chaleur en Amérique du Nord ces dernières semaines, ce sont les inondations en Allemagne ; est-ce que comme le dit Angela Merkel, il n'est pas temps sur ces sujets de se presser ?

E. Macron :

Je crois que c'est ce qu'on fait, mais il y a deux manières d'y répondre : il y a réduire nos émissions de CO2 et donc c'est toute la stratégie dans laquelle nous sommes engagés nous français et nous européens ; c'est la stratégie que nous portons de neutralité carbone 2050 et je vous le rappelle : il y a moins de 2 ans, la France a pris l'initiative avec les Pays-Bas de lancer cet objectif "neutralité carbone 2050" ; on était deux, après 8, 10 et on a réussi en décembre dernier à convaincre l'ensemble des 27 ; et la conséquence c'est une stratégie, qui a été présentée il y a quelques jours par la Commission européenne, où enfin l'Europe va construire les tarifs carbone, les mécanismes communs, la protection aussi aux frontières, pour que tous ensemble, de manière drastique on réduise nos émissions de CO2. Qu'est-ce que ça veut dire : faire payer plus cher le CO2, accompagner les entreprises et les ménages pour que cette transition soit juste et solidaire et protéger nos entreprises du risque de dumping écologique, quand des pays viendraient importer chez nous et continueraient à émettre. Ca c'est le 1er pilier si j'ose dire, réduire nos émissions, et là-dessus on est en train d'accélérer ; la clé ce sont ces nouvelles règles et ces investissements ; je le rappelle

“France relance” il y a plus du tiers qui est dans la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre et nous allons continuer d'accélérer à la rentrée ; c'est très concrètement comment changer vos voitures comment produire plus de voitures électriques ou hybrides en France, comment vous aider à les acheter, comment rénover vos habitations. Premier pilier : émettre moins. Le 2e pilier, c'est nous adapter, parce que, comme on le dit, malheureusement on a déjà les conséquences, malheureusement on a des dômes de chaleur qui vont continuer à être là, malheureusement on a des dérèglement climatiques, on l'avait vécu aussi avec Irma, rappelez-vous, et je pense à nos amis des Antilles, et donc, face à ça, il faut construire ce qu'on appelle aujourd'hui la résilience, c'est-à-dire comment résister à ces dérèglements : les abris en grande insularité comme ici dans le Pacifique, c'est la même chose qui nous faut faire aussi aux Antilles ; c'est nous permettre aussi d'équiper nos hôpitaux nos écoles dans maison de retraite face au réchauffement climatique et donc là aussi dans le plan de relance on a cela, c'est-à-dire de nous équiper pour faire face aux grandes chaleurs qui peuvent arriver sur des périodes plus ou moins longues dans nos latitudes aussi.

Journaliste :

Vous avez évoqué aussi tout à l'heure, un peu brièvement, les énergies renouvelables, au Tuamotu, et c'est vrai qu'ici on sent qu'il y a vraiment un intérêt pour cette transition etc, peut-être à rebours quelquefois de la métropole : c'est le sujet des éoliennes ; on a l'impression qu'en métropole il y a il y a mouvement anti éolien ; est-ce que vous comprenez cela ou est-ce que ça va complètement à rebours de ce qu'il faudrait faire ?

E. Macron :

Alors d'abord, quand on parle de production d'électricité et de production de notre énergie, je veux rappeler ici que la France a une chance quand on parle des émissions de gaz à effet de serre, c'est le nucléaire. Nous sommes le pays d'Europe qui a le moins de tonnes de CO2 émises par habitant ; et pourquoi ? Parce qu'on a le nucléaire historiquement. Ce qui fait que, là où les autres pays ont des mines de charbon ou importent beaucoup de gaz qui est un hydrocarbure, ce qui a un bilan carbone qui est mauvais, nous, on a la chance d'avoir le nucléaire historique et de continuer à développer, ce qu'on va accélérer, nos renouvelables. Lorsqu'on parle de nos territoires ultramarins, il y a pas de nucléaire et donc ce sont des territoires qui sont souvent plus dépendant pour produire leur électricité de l'hydrocarbure, ce qui crée de la dépendance, plus de coûts et en même temps plus de pollution, et donc en effet on a une stratégie ultramarine qui est de développer massivement le renouvelable parce que c'est une stratégie de souveraineté et c'est une stratégie de baisse de coût, et c'est bon pour le climat. La biomasse, la géothermie, le solaire, l'éolien et les énergies marémotrices également. Vous avez raison de dire que dans notre stratégie renouvelable en hexagone, il y a des tensions qui naissent ; d'abord parce que vous avez certaines de nos régions, je pense aux Hauts de France, qui ont déjà beaucoup construit d'éoliennes ; c'est la région la plus densément ... ; écoutez, j'ai été il y a quelques semaines à Poix-de-Picardie, j'ai été sollicité sur des projets et donc je pense qu'il faut, comme partout, savoir raison garder pour écouter ; on a passé une réforme ... la ministre de la transition a passé une réforme qui est importante, qui justement permet de prendre en compte la position des élus, d'améliorer la concertation locale ; et donc je pense qu'il ne faut tomber dans aucune caricature : il y a des endroits où on pourra encore faire des projets d'éoliennes, parce qu'ils sont adaptés, parce qu'ils sont pertinents ; il y a des endroits qui sont déjà bien dotés où il n'y a pas le consensus et donc où il faudra nous-mêmes construire des stratégies alternatives ; à côté de ça, je rappelle qu'on développe l'éolien en mer, qui

n'est pas moins sensible parce ce qu'il y a des conflits d'usage avec nos pêcheurs, mais on a mis quand même ..., commencé à lancer les projets les plus concrets qui attendaient depuis des années ; on va continuer les développer ; on a d'ailleurs baissé le coût de ces projets : on a maintenant un éolien dont le coût est intéressant. Et puis moi je veux qu'on continue à développer aussi le solaire qui a moins de nuisance, il faut bien le dire aussi, pour nos concitoyens, que ce soient des nuisances visuelles, parce que je ne veux pas qu'on abîme nos paysages, moi je tiens aux paysages de France et je pense que c'est une part de notre patrimoine, de notre richesse profonde, de notre identité ; je pense qu'on peut le développer dans certains endroits, mais le solaire aussi est un élément important de notre stratégie ; on a toute une volonté aussi de développer le solaire sur les friches militaires, par exemple, qui est très prometteur, auquel je crois beaucoup.

Journaliste :

...ce qui disent qu'effectivement l'éolien abîme potentiellement certains paysages ?

E. Macron :

Au cas par cas, et donc encore une fois je pense qu'on se trompe toujours quand on a des débats qui sont exclusifs ou trop généraux, je pense qu'on ne peut pas dire "c'est trop tard il faut accélérer" et dire qu'on veut plus faire aucun projet de renouvelable ; il faut qu'on soit cohérent ; on est sinon face à des injonctions contradictoires et irréconciliables en permanence, ce qui crée de la tension dans le pays. Je pense que, un, il faut qu'on ait un cadre clair, c'est celui que je donne, qui est de dire : sortons des caricatures, on a une chance c'est le nucléaire, mais on doit développer encore les renouvelables, il faudra mener des projets. Deux, ayons toujours le respect et la concertation ; il y a des endroits où les projets en solaire, en éolien, sont bien concertés, bien pensés, s'inscrivent dans le paysage, sont acceptés par la population, permettent de développer aussi des retours économiques qui sont pertinents ; là où ils créent trop de tension, là où ils dénaturent, défigurent les paysages, parce que parfois ça arrive, il faut à ce moment-là savoir ou les adapter ou y renoncer ; et il faut concilier ce pragmatisme, ce respect de nos paysages avec notre ambition climat, notre ambition renouvelable.

Fin de l'entretien